

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 décembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à développer
une politique européenne
en faveur des otages
détenus à l'étranger**

(déposée par M. Denis Ducarme)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 december 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de uitbouw
van een Europees beleid
voor in het buitenland
vastgehouden gijzelaars**

(ingediend door de heer Denis Ducarme)

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker PP : Parti Populaire	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La prise d'otage est une technique de négociation et de garantie politique qui n'est pas neuve dans l'histoire de l'humanité. Si l'origine des prises d'otages remonte à des temps immémoriaux, leur croissance en revanche suit une courbe dramatiquement exponentielle depuis le début des années 1970. Ainsi, déjà au XVI^e siècle, les fils de François I^{er} étaient retenus en otage auprès de Charles Quint pour garantir la bonne exécution du Traité de Madrid par les Français. Force est de constater que depuis les années 1970, la prise d'otage s'est généralisée que ce soit dans le cadre de revendications politiques ou pour des motifs purement crapuleux et lucratifs.

La première prise d'otage contemporaine à avoir marqué les esprits est sans nul doute celle des Jeux olympiques de Munich en 1972 où des sportifs de l'équipe olympique israélienne ont été pris en otage par des membres de l'organisation terroriste palestinienne Septembre noir. Cette prise d'otage, qui a duré 24 heures, s'est soldée par un bain de sang, coûtant la vie à l'ensemble des otages israéliens, soit onze personnes qui furent tuées à la grenade.

Quelques années plus tard, c'est le célèbre raid d'Entebbe, en 1976, qui marqua les esprits. Le 27 juin 1976, le vol Air France 139, venant de Tel-Aviv et transportant 244 passagers et douze membres d'équipage, décolla d'Athènes, pour rejoindre Paris. Le vol fut détourné par quatre terroristes. Les preneurs d'otages, deux membres du Front populaire de Libération de la Palestine et deux Allemands (Wilfried Böse et Brigitte Kuhlmann), membres des "*Revolutionäre Zellen*" (RZ), prirent les commandes de l'avion et le détournèrent vers l'aéroport d'Entebbe en Tanzanie. Le gouvernement israélien décida d'engager une action militaire de secours pour libérer les otages. Connu sous le nom Opération Tonnerre, elle se déroula dans la nuit du 3 au 4 juillet 1976. Lors de l'assaut de l'aéroport qui dura environ une trentaine de minutes, six preneurs d'otages furent tués. Sur les 103 otages juifs, trois moururent.

Durant les années 1970 la prise d'otages est principalement le fait d'activistes terroristes palestiniens à l'égard d'intérêts ou de citoyens israéliens, ou d'individus de confession israéliite. On se souvient notamment de la prise d'otage à bord du navire *Achille Lauro* qui fut détourné le 7 octobre 1985 par des terroristes du Front populaire de libération de la Palestine ou de certains détournements d'avion dans les années 1970 et 1980.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De geschiedenis leert dat gijzelen, een onderhandelingsstechniek waarbij mensen als onderpand worden gebruikt om politieke doelstellingen te bereiken, niets nieuws onder de zon is. Het verschijnsel bestaat al sinds heel lang; zo werden in de 16^e eeuw de zonen van koning Frans I gegijzeld door keizer Karel V, om te waarborgen dat de Fransen het Verdrag van Madrid in acht namen. Men kan er evenwel niet omheen dat het aantal gijzelingsacties echt exponentieel is toegenomen sinds het begin van de jaren 70 van de vorige eeuw. Sinds die periode is gijzeling een instrument dat op grote schaal wordt gebruikt, zowel door actievoerders om hun politieke eisen door te drukken, als door criminelen, louter om losgeld op te strijken.

De eerste recente gijzeling die in het collectieve geheugen is gegrift, is ongetwijfeld die op de Olympische Spelen van München in 1972; toen werden atleten van de Israëlische olympische ploeg gegijzeld door leden van de Palestijnse terreurorganisatie Zwarte September. De gijzelingsactie duurde 24 uur en mondde uit in een bloedbad, waarbij alle Israëlische gijzelaars (elf personen) bij een granaataanval het leven lieten.

Enkele jaren later, in 1976, kwam de beruchte operatie in Entebbe. Op 27 juni 1976 zou vlucht 139 van Air France naar Parijs vliegen. Het vliegtuig kwam van Tel Aviv en steeg op in Athene, met 244 passagiers en 12 bemanningsleden aan boord. Het vliegtuig werd gekaapt door vier terroristen. De gijzelnemers, twee leden van het "Volksfront voor de Bevrijding van Palestina", en twee Duitsers (Wilfried Böse en Brigitte Kuhlmann), leden van de "*Revolutionäre Zellen*" (RZ), namen het bevel van het vliegtuig over en leidden het af naar de luchthaven van Entebbe in Tanzania. De Israëlische regering besliste een militaire raid uit te voeren om de gijzelaars te bevrijden. Die "operatie-Thunderbolt" vond plaats in de nacht van 3 op 4 juli 1976. Bij de bestorming van de luchthaven, die ongeveer dertig minuten duurde, lieten de zes gijzelnemers het leven. Van de 103 joodse gijzelaars kwamen er drie om.

In de jaren 70 waren gijzelingsacties voornamelijk het werk van Palestijnse terreuractivisten, die het gemunt hadden op Israëlische belangen of burgers, of op joden. Voorbeelden daarvan zijn de gijzeling aan boord van de *Achille Lauro*, een schip dat op 7 oktober 1985 werd gekaapt door terroristen van het "Volksfront voor de Bevrijding van Palestina", alsook een aantal vliegtuigkapingen in de jaren 70 en 80.

Ainsi, les années 1980 verront aussi leur lot de prises d'otage comme celle spectaculaire du vol TWA 847 en 1985. Détenu par le *Hezbollah*, les passagers ainsi que l'équipage ont été retenus dans l'avion. Un passager, un plongeur de l'*US Navy*, fut tué d'une balle dans la tempe droite, et son corps fut jeté hors de l'avion sur la piste. Sept passagers américains soupçonnés d'avoir des patronymes à consonance juive furent descendus de l'appareil et séquestrés à Beyrouth par le *Hezbollah*. 39 Américains ont été retenus en otage pendant 3 semaines. Les preneurs d'otages réclamaient la libération de 776 chiites détenus en Israël. Les otages américains seront finalement relâchés au bout de dix-sept jours. Le gouvernement américain ayant forcé Israël à accepter les revendications des terroristes.

Plus proche de nous, la prise d'otage du vol Air France 8969, reliant Alger à Paris, par quatre islamistes algériens membres du Groupe islamique armé (GIA), le 24 et le 26 décembre 1994, se solda par la mort des quatre terroristes à Marseille lors de l'assaut du GIGN, et par celle de trois passagers, exécutés pour faire pression lors des négociations avec les gouvernements algérien puis français. L'objectif présumé de l'attentat était de faire exploser l'avion en vol au-dessus de Paris ou de le faire écraser sur Paris.

Le renforcement progressif et constant de la sécurité dans les aéroports, dans les avions et notamment la sécurisation complète des cockpits et la présence de policiers à bord, a fait diminuer le nombre de détournements et donc de prises d'otages. Néanmoins, les attentats du 11 septembre 2001, tout comme certains attentats déjoués de peu sur des avions de ligne américains montrent que la prudence doit rester de mise et que si les détournements d'avion sont devenus plus difficiles, ils n'en restent pas moins possibles.

Au vu du retentissement international à chaque fois obtenu par les terroristes palestiniens, les prises d'otage vont progressivement évoluer et se généraliser.

Le 4 novembre 1979 marqua, à ce titre, un tournant. Ce jour-là, quelques 400 "étudiants islamiques" prirent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran. La crise iranienne des otages venait de débuter. Elle a tenu les médias en haleine pendant 444 jours et symbolisera la dégradation progressive des relations entre les États-Unis et l'Iran. 56 personnes étaient prises en otages. En échange de leur libération, les autorités iraniennes réclamèrent que les États-Unis leur extradèrent le shah qui y séjournait pour raison de santé, afin de le

In de jaren 80 was er de spectaculaire vliegtuigkaping van vlucht 847 van TWA in 1985. Het vliegtuig, met de passagiers en de bemanningsleden aan boord, werd aan de grond gehouden door leden van *Hezbollah*. Een passagier, een duiker van de *US Navy*, werd gedood door een kogel in de rechterslaap, en zijn lichaam werd uit het vliegtuig op het tarmac gedumpt. Zeven Amerikaanse passagiers met kennelijk joods klinkende namen werden van het vliegtuig gehaald en in Beiroet gevangen gehouden door *Hezbollah*. Negenendertig Amerikanen werden drie weken lang gegijzeld. De gijzelnemers eisten de vrijlating van 776 in Israël gevangen gehouden sjieten. Op 30 juni 1985 werden de Amerikaanse gijzelaars uiteindelijk vrijgelaten. De Amerikaanse regering had Israël onder druk gezet om in te gaan op de eisen van de terroristen.

Recenter was er van 24 tot 26 december 1994 de gijzelingsactie op vlucht 8969 van Air France, Algiers — Parijs, door vier Algerijnse islamisten die lid waren van de *Groupe islamique armé (GIA)*. Toen de *Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN)* het vliegtuig aanviel op het tarmac van Marseille, werden de vier kapers gedood. In de loop van de gijzelingsactie vermoordden de kapers tevens drie passagiers, om eerst de Algerijnse en vervolgens de Franse regering onder druk te zetten bij de onderhandelingen. Vermoedelijk lag het in de bedoeling van de kapers het vliegtuig boven Parijs tot ontploffing te brengen of het in Parijs neer te doen storten.

Omdat de veiligheid geleidelijk en steeds meer wordt opgevoerd in luchthavens en vliegtuigen, cockpits voor reizigers volkomen ontoegankelijk geworden zijn en er politiemensen meereizen, is het aantal kapingen, en dus ook het aantal gijzelingen, gedaald. De aanslagen van 11 september 2001, net als het nipt voorkomen van aanslagen op sommige Amerikaanse lijnvliegtuigen, tonen evenwel aan dat waakzaamheid nog steeds geboden is. Het mag dan wel moeilijker geworden zijn een vliegtuig te kapen, onmogelijk is het echter niet.

Aangezien de Palestijnse terroristen met elke gijzelingsactie wereldnieuws waren, evolueerden gijzelingen geleidelijk en werden ze steeds frequenter.

4 november 1979, de dag dat de Iraanse gijzelingscrisis begon, zorgde op dat vlak voor een keerpunt. Die dag werd de Amerikaanse ambassade in Teheran bestormd door een 400-tal "moslimstudenten". De actie hield de media 444 dagen lang in de ban en stond symbool voor de geleidelijke teloorgang van de betrekkingen tussen de Verenigde Staten en Iran. 56 mensen werden gegijzeld. In ruil voor hun vrijlating eisten de Iraanse autoriteiten de uitlevering door de VS van de sjah, die om gezondheidsredenen in dat land verbleef, om hem

juger en Iran. Finalement, il décéda en Égypte le 27 juillet 1980 après une longue agonie. 13 des 56 otages seront libérés dans les deux semaines suivantes, ainsi qu'un quatorzième en juillet 1980. Les autres otages restèrent au total 444 jours en détention. Après leur libération, ils ont dénoncé la torture psychologique qu'ils ont subie durant leur détention. La libération des otages a été décidée lors des Accords d'Alger en échange du dégel des fonds iraniens et de la promesse qu'aucune poursuite judiciaire ne sera lancée contre les autorités iraniennes. Les otages seront libérés le 20 janvier 1981, douze minutes après l'annonce de l'élection de Ronald Reagan.

D'autres prises d'otages ont également eu lieu dans les années 1980 notamment la prise d'otages d'Ouvéa, qui désigne une succession d'événements violents survenus sur l'île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie en avril-mai 1988 où 27 gendarmes français seront pris en otage.

Mais les années 1980 vont surtout être marquées par la guerre du Liban et ses innombrables prises en otages d'Occidentaux entre 1982 et 1991 que les milices exhiberont régulièrement et fièrement comme prises de guerre. La France comptabilisera de nombreux otages durant cette guerre. Ainsi, on peut noter les noms de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann, Michel Seurat, qui sera exécuté en 1986, Marcel Coudari, Camille Sontag, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa, Jean-Louis Normandin, Roger Auque.

Les États-Unis payeront également un lourd tribut à cette guerre: David Dodge, Frank Reiger, Jeremy Levin, William Buckley, chef du bureau de la CIA au Liban qui décéda sous la torture, Benjamin Weir, Peter Kilburn, qui fut assassiné en 1986, Lawrence Martin Jenco, Terry Anderson, David Jacobsen, Thomas Sutherland, Frank Reed, Joseph Cicippio, Edward Tracy, Alann Steen, Robert Polhill, Jesse Turner, William Higgins, lieutenant-colonel de la marine américaine, commandant en chef adjoint de l'ONUST, l'Organisation des Nations Unies pour la supervision de la trêve. Enlevé le 17 février 1988, il fut tué sous la torture, le 6 juillet 1990. Son corps fut retrouvé le 24 décembre 1991.

Les otages britanniques furent également nombreux: Geoffrey Nash, Brian Levick, Jackie Mann, Alec Collett, journaliste et fonctionnaire à l'UNRWA, enlevé en 1985, son corps a été retrouvé le 18 avril 1986, Brian Keenan, John McCarthy. Sans oublier, le plus célèbre d'entre eux, Terry Waite, envoyé spécial de l'archevêque de Canterbury, chef de l'Église anglicane, pour négocier la

in Iran te kunnen berechten. De sjah stierf uiteindelijk in Egypte op 27 juli 1980, na een lange doodstrijd. Dertien van de 56 gijzelaars zullen in de twee daaropvolgende weken worden vrijgelaten, alsook een veertiende in juli 1980. De andere gijzelaars zullen in totaal 444 dagen worden vastgehouden. Na hun vrijlating hebben ze getuigenis afgelegd van de psychische folteringen die ze tijdens hun gevangenschap hadden ondergaan. Naar aanleiding van de Akkoorden van Algiers werd beslist tot de vrijlating van de gijzelaars, in ruil voor het vrijgeven van de Iraanse banktegoeden en de belofte dat tegen de Iraanse leiders geen gerechtelijke vervolging zou worden ingesteld. De gijzelaars werden vrijgelaten op 20 januari 1981, twaalf minuten na de eedaflegging van Ronald Reagan.

In de jaren '80 hebben nog andere gijzelingen plaatsgevonden, met name op het Nieuw-Caledonische eiland Ouvéa, waar in april-mei 1988 tijdens een opeenvolging van gewelddadige gebeurtenissen 27 Franse gendarmes werden gegijzeld.

De jaren 80 zullen echter vooral worden beheerst door de oorlog in Libanon en de talloze gijzelingen van Westerse burgers tussen 1982 en 1991, die door de milities geregeld en trots als oorlogsgevangenen worden opgevoerd. Heel veel gijzelaars tijdens die oorlog zijn Fransen. Denken we maar aan Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann, de in 1986 omgebrachte Michel Seurat, alsook Marcel Coudari, Camille Sontag, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa, Jean-Louis Normandin en Roger Auque.

De Verenigde Staten zullen tijdens die oorlog een zware tol betalen: David Dodge, Frank Reiger, Jeremy Levin, William Buckley, hoofd van het CIA-bureau in Libanon die aan foltering zal bezwijken, Benjamin Weir, de in 1986 omgebrachte Peter Kilburn, alsook Lawrence Martin Jenco, Terry Anderson, David Jacobsen, Thomas Sutherland, Frank Reed, Joseph Cicippio, Edward Tracy, Alann Steen, Robert Polhill, Jesse Turner en voorts nog William Higgins, luitenant-kolonel bij de Amerikaanse Marine en adjunct-hoofdcommandant van de UNTSO, de *United Nations Truce Supervision Organisation*. Hij werd op 17 februari 1988 ontvoerd en na foltering omgebracht op 6 juli 1990. Zijn lichaam werd teruggevonden op 24 december 1991.

Voorts waren er ook veel Britse gijzelaars: Geoffrey Nash, Brian Levick, Jackie Mann, Alec Collett, journalist en functionaris bij het UNRWA (ontvoerd in 1985 en dood teruggevonden op 18 april 1986), Brian Keenan en John McCarthy. Uiteraard is er nog de beroemdste Britse gijzelaar, Terry Waite, speciaal gezant die voor de aartsbisschop van Canterbury, het hoofd van de

libération de John McCarthy. En dépit des interventions de l'Église anglicane auprès des autorités iraniennes, il sera l'un des derniers otages à être libérés par le *Hezbollah* le 18 novembre 1991.

D'autres pays occidentaux seront confrontés à cette problématique. C'est le cas de l'Italie avec l'enlèvement en 1985 d'Alberto Molinari. Son corps n'a pas été retrouvé à ce jour. Ainsi que l'Allemagne avec ses deux ressortissants: Rudolf Cordes et Alfred Schmidt¹.

Avec la reddition de Saddam Hussein et l'occupation américaine, l'Irak a également connu une expansion des prises d'otages dans les années 2000, soit dans un but politique, soit répondant à un but purement crapuleux et pécuniaire. En 2004, les Français Christian Chesnot, Georges Malbrunot et leur chauffeur iraquien, ont été enlevés par l'Armée islamique en Irak pendant quelques mois. La journaliste de *Libération*, Florence Aubenas et son guide Hussein Hanoun, enlevés le 5 janvier 2005, seront libérés le 11 juin 2005. Bernard Planche, enlevé le 5 décembre 2005 à Bagdad, fut libéré un an plus tard.

De très nombreux otages américains furent également capturés et certains d'entre eux exécutés à l'image de Nick Berg en 2004 dont la décapitation fut organisée et filmée par *Al-Qaïda*. Ce même procédé avait déjà été utilisé contre le journaliste Daniel Pearl, enlevé au Pakistan en 2002 et également décapité devant les caméras. Le sergent Keith Maupin, enlevé 2004, et le pacifiste Tom Fox, enlevé en 2005, sont considérés comme morts.

De nombreux Italiens furent également détenus en Irak. Fabrizio Quattrocchi, abattu d'une balle dans la tête le 14 avril 2004. Ainsi Enzo Baldoni, journaliste, exécuté par l'Armée islamique en Irak le 27 août 2004. Simona Toretta et Simona Pari, âgées toutes deux de 29 ans, ont été enlevées le 7 septembre 2004 à Bagdad dans les bureaux de leur ONG, un pont pour Bagdad. Elles ont été libérées le 28 septembre. Salvatore Santoro, homme d'affaires exécuté le 16 décembre 2004 par le Mouvement islamique des *moudjahidin* irakiens. Giuliana Sgrena, journaliste à "*Il Manifesto*", enlevée le 4 février 2005 à Bagdad, à la sortie d'une mosquée où elle était allée interviewer des habitants de Falloujah. Elle est libérée le 4 mars, alors que Nicola Calipari, membre des services secrets italiens, est tué par des balles américaines à l'approche de l'aéroport de Bagdad

¹ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Otage>.

Anglicane Kerk, over de vrijlating van John McCarthy moest onderhandelen. Ondanks de interventies van de Anglicaanse Kerk bij de Iraanse autoriteiten, was Waite bij de laatste gijzelaars die *Hezbollah* op 18 november 1991 heeft vrijgelaten.

Nog andere Westerse landen hebben met dat gijzelingenvraagstuk te maken gekregen. Dat was het geval voor Italië, met de ontvoering in 1985 van Alberto Molinari, wiens lichaam tot op vandaag spoorloos is. Ook twee Duitse burgers werden gegijzeld: Rudolf Cordes en Alfred Schmidt¹.

Ook Irak kreeg na 2003 te maken met een forse toename van het aantal gijzelingen, nadat Saddam Hussein van het toneel was verdwenen en na het begin van de Amerikaanse bezetting. Die gijzelingen hadden ofwel politieke doeleinden, ofwel gebeurden ze gewoon uit misdadige overwegingen, om losgeld op te strijken. In 2004 werden de Fransen Christian Chesnot, Georges Malbrunot en hun Irakese chauffeur gedurende enkele maanden vastgehouden door het zogenaamde Islamitische Leger in Irak. Florence Aubenas, journaliste van *Libération*, en haar gids Hussein Hanoun, werden op 5 januari 2005 gegijzeld en op 11 juni 2005 vrijgelaten. De op 5 december 2005 in Bagdad ontvoerde Bernard Planche kwam een jaar later vrij.

Voorts werden veel Amerikanen gegijzeld en een aantal van hen werd omgebracht, zoals Nick Berg in 2004, wiens onthoofding door *Al-Qaëda* werd georganiseerd en gefilmd. Hetzelfde was al gebeurd met journalist Daniel Pearl, die in 2002 in Pakistan werd ontvoerd en voor de camera's werd onthoofd. Van de in 2004 ontvoerde sergeant Keith Maupin en de in 2005 ontvoerde vredesactivist Tom Fox wordt aangenomen dat ze dood zijn.

In Irak werden ook heel wat Italianen vastgehouden. Fabrizio Quattrocchi werd met een kogel in het hoofd omgebracht op 14 april 2004. De journalist Enzo Baldoni werd op 27 augustus 2004 terechtgesteld door het Islamitische Leger in Irak. Simona Toretta en Simona Pari, toen beiden 29 jaar oud, werden in Bagdad ontvoerd op 7 september 2004, in de kantoren van hun ngo, *Un ponte per Bagdad*. Ze werden op 28 september van dat jaar vrijgelaten. Salvatore Santoro, een zakenman, werd op 16 december 2004 terechtgesteld door de Islamitische Beweging van de Iraakse *Mudjahedin*. Giuliana Sgrena, journaliste bij *Il Manifesto*, werd op 4 februari 2005 in Bagdad ontvoerd, bij het buitenkomen van een moskee waar ze bewoners van Fallujah had geïnterviewd. Ze kwam vrij op 4 maart van dat jaar, terwijl bij die operatie Nicola Calipari, een lid van de Italiaanse

¹ De Franse tekst van deze passage is gebaseerd op: <http://fr.wikipedia.org/wiki/Otage>.

à hauteur d'un barrage américain. L'otage allemande Suzanne Osthoff, 43 ans, archéologue, enlevée en 2005, fut libérée un mois plus tard².

Autre territoire propice aux enlèvements, les territoires palestiniens. Ici on peut noter les enlèvements du Britannique Alan Johnstone en 2007, libéré quelques mois plus tard, et de Gilad Shalit, soldat franco-israélien, enlevé le 25 juin 2006 à l'âge de 19 ans au sud de Gaza par les Brigades *Ezzedine Al-Qassam* (branche armée du *Hamas*) et par le Comité de résistance populaire et "l'Armée de l'islam", un groupe créé fin 2005 avec l'aide du *Hamas* et se revendiquant du courant d'*Al-Qaïda*. Depuis 4 ans, ce dernier vit dans une cave, sans aucun droit de visite, sans visite de médecin, sans assistance d'un avocat, sans courrier, sans procès, sans application de la Convention de Genève. Celui qu'on appelle le soldat Shalit faisait son service militaire comme tous les jeunes dans son pays. À l'heure actuelle, il est toujours retenu en captivité.

Le Moyen-Orient et l'Afrique ne sont pas les seuls territoires où la prise d'otage est légion. La Russie paie également lourdement sa politique dans le Caucase et en Asie centrale. Ainsi, tout le monde garde en mémoire la prise d'otages de 850 spectateurs au théâtre de la Dubrovka à Moscou par une cinquantaine de rebelles tchéchènes le 23 octobre 2002 pendant la comédie musicale *Nord-Ost*. Retenant 850 personnes, la prise d'otage dura du 23 au 26 octobre 2002. Les terroristes exigeaient le retrait des forces russes de Tchétchénie et de la fin de la seconde guerre de Tchétchénie. Les forces spéciales du FSB prendront d'assaut le bâtiment après plusieurs jours de négociations vaines. 36 preneurs d'otages ont été tués, 67 otages sont morts et 750 libérés. Par la suite, on apprendra de source officielle que 39 des terroristes avaient été tués par les forces russes, et au moins 129 otages, dont neuf étrangers, par le gaz. Autre image choc, la prise d'otages de l'école de Beslan en Ossétie du Nord le 1^{er} septembre 2004 lorsque des terroristes séparatistes tchéchènes armés prirent des centaines d'enfants et d'adultes en otage. Le 3 septembre après trois jours de siège, les forces spéciales russes donnèrent l'assaut. Celui-ci fut sanglant: selon le bilan officiel, il y aurait eu 344 civils tués, dont 186 enfants.

veiligheidsdienst, omkwam door Amerikaanse kogels aan een Amerikaanse wegversperring vlakbij de luchthaven van Bagdad. Een maand later kwam de Duitse 43-jarige archeologe Suzanne Osthoff vrij; ook zij was eerder dat jaar ontvoerd².

In de Palestijnse gebieden vonden heel veel ontvoeringen plaats, bijvoorbeeld de ontvoering in 2007 van de Brit Alan Johnston, die enkele maanden later werd bevrijd, alsmede die van de Frans-Israëliëse soldaat Gilad Shalit, die op 25 juni 2006 op de leeftijd van 19 jaar in het zuiden van de Gazastrook werd ontvoerd door de *Ezzedine Al-Qassam*-brigades (de gewapende vleugel van *Hamas*) en door het Volksverzetscomité en het Leger van de Islam, een eind 2005, met de hulp van *Hamas* opgerichte groepering die aanspraak maakt op banden met *Al-Qaeda*. Gilad Shalit verblijft al vier jaar lang in een kelder, zonder recht op bezoek, zonder bezoek van een arts of bijstand van een advocaat, zonder post en zonder dat hij wordt berecht, noch de toepassing van de Conventie van Genève geniet. De zogenaamde "soldaat Shalit" vervulde zijn militaire dienstplicht net zoals alle andere jongeren in zijn land. Momenteel wordt hij nog steeds gevangen gehouden.

Het Midden-Oosten en Afrika zijn niet de enige gebieden met veel gijzelingen. Ook Rusland kreeg het zwaar te verduren wegens zijn beleid in de Kaukasus en Centraal-Azië. Zo herinnert iedereen zich nog de gijzeling van 850 toeschouwers van de musical "*Nord-Ost*" in het Moskouwe Dubrovkatheater, die op 23 oktober 2002 door een vijftigtal Tsjetsjeense rebellen werden gegijzeld. De gijzeling van die 850 mensen duurde van 23 tot 26 oktober 2002. De terroristen eisten de terugtrekking van de Russische troepen uit Tsjetsjenië en het einde van de tweede Tsjetsjeense oorlog. Speciale eenheden van de FSB bestormden na enkele dagen van vruchteloze onderhandelingen het gebouw. Er werd meegedeeld dat 36 gijzelnemers en 67 gijzelaars de dood vonden, en dat 750 mensen werden bevrijd. Vervolgens werd uit officiële bronnen evenwel vernomen dat 39 terroristen door de Russische ordediensten waren gedood, en dat ten minste 129 gijzelaars, onder wie 9 buitenlanders, omkwamen door vergassing. Een ander schokkend tafereel was de gijzeling in de school in Beslan (Noord-Ossetië) op 1 september 2004, toen gewapende, separatistische Tsjetsjeense terroristen honderden kinderen en volwassenen gijzelden. Op 3 september, na een drie dagen durend beleg, gingen de Russische speciale eenheden over tot een bestorming, die uitdraaide op een bloedbad; volgens de officiële cijfers werden 344 burgers gedood, onder wie 186 kinderen.

² <http://fr.wikipedia.org/wiki/Otage>.

² *Idem*.

En Amérique du Sud, la Colombie est également victime à répétition des enlèvements de nationaux et de ressortissants étrangers. On estime qu'environ 3 000 personnes sont retenues par les FARC. Pour la majorité, des rançons sont demandées aux familles ou aux employeurs étrangers.

La seconde catégorie, infime, est celle des prisonniers politiques qui servent de monnaie d'échange aux FARC contre des prisonniers politiques capturés par l'État. Dans cette seconde catégorie, on peut citer l'ex-otage Ingrid Bettancourt. Capturée le 23 février 2002 lors de la campagne électorale colombienne, elle fut libérée par les forces colombiennes le 2 juillet 2008. Une première tentative de libération effectuée par des commandos français quelques années auparavant avait échoué. On peut également aussi mentionner la captivité d'Aïda Duvaltier. Cette Franco-colombienne fut enlevée en mars 2001 par le groupuscule EPL (*Ejército Popular de Liberación*), à l'âge de 67 ans. Malgré le paiement d'une rançon, elle fut retrouvée morte en février 2006.

La démarche terroriste des preneurs d'otages consistait le plus souvent à choisir celle dont la capture allait bouleverser l'opinion publique, et donc mobiliser les médias et les autorités. Il ne faut en effet pas omettre que dans la plupart des cas le but recherché est bien précis: pécuniaire, idéologique, recherche de la liberté, vengeance, etc. C'est le cas notamment des actes de piraterie. On les croyait définitivement révolus mais il faut constater que les actes de piraterie font de nouveau la une de l'actualité. Marginalisée depuis des décennies aux mers chaudes du de l'Asie du Sud-Est, disparue ailleurs, la piraterie a fait un retour fracassant sur la scène européenne. Ces actes sont, en effet, commis dans une zone stratégique pour le commerce mondial, à savoir devant les côtes somaliennes, point de passage de la route des pétroliers vers le canal de Suez et vers le golfe d'Aden et persique. Depuis quelques années, les prises d'otages pour des motifs crapuleux sont en augmentation constante, notamment dans la Corne de l'Afrique où les pirates somaliens arraisonnent des navires tant commerciaux que privés et kidnappent cargaison, équipage et touristes contre rançon. On se souvient à cet égard la libération du navire *Le Ponant* le 11 avril 2008 par les forces spéciales françaises. Il est à noter que ces mêmes actes de piraterie sont également en recrudescence dans le golfe de Guinée. L'Union européenne a d'ailleurs lancé sa première opération navale en 2008, l'opération *Atalanta*, pour lutter contre ces actes de piraterie et sécuriser autant que faire se peut ces routes maritimes commerciales et touristiques.

In Zuid-Amerika is ook Colombia herhaaldelijk het slachtoffer van herhaaldelijke ontvoeringen van eigen burgers en buitenlanders. De FARC houden naar schatting ongeveer 3 000 mensen gevangen. Meestal wordt losgeld geëist van de families van de betrokkenen of van de buitenlandse werkgevers.

De tweede, heel kleine groep bestaat uit politieke gevangenen die de FARC gebruiken als pasmunt om ze te ruilen tegen door de Staat gevangen gehouden FARC-leden. Tot die tweede categorie behoort ex-gijzelaarster Ingrid Betancourt. Zij werd op 23 februari 2002 gevangen genomen tijdens de verkiezingscampagne in haar land, en werd op 2 juli 2008 door Colombiaanse strijdkrachten bevrijd. Enkele jaren eerder hadden Franse commando's al eens een mislukte bevrijdingspoging ondernomen. Voorts kan worden gewezen op de gevangenschap van Aïda Duvaltier, een 67-jarige Frans-Colombiaanse vrouw die in maart 2001 werd ontvoerd door de splintergroep EPL (*Ejército Popular de Liberación*). Ondanks de betaling van losgeld werd zij in februari 2006 dood teruggevonden.

Voor hun terroristische daden hebben gijzelnemers vaak gekozen voor mensen wier gijzeling de publieke opinie zou schokken, en dus de media en de autoriteiten zou doen reageren. Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat in de meeste gevallen een zeer specifiek doel wordt nagestreefd: geld, ideologische motieven, vrijheid, wraak enzovoort. Dat is met name het geval bij piraterij. Men dacht dat piraterij voorgoed tot het verleden behoorde, maar dergelijke acties staan opnieuw volop in de actualiteit. Decennialang kwam ze alleen nog voor in de tropische wateren van Zuidoost-Azië, maar momenteel is ze helemaal terug van weggeweest op het Europese toneel. Die handelingen worden immers gepleegd in een voor de wereldhandel strategisch gebied, met name vóór de Somalische kust, de route waarlangs tankschepen varen op hun reis naar het Suezkanaal, de Golf van Aden en de Perzische Golf. Sedert enkele jaren vinden om criminele redenen almaar meer gijzelingen plaats, met name in de buurt van de Hoorn van Afrika, waar Somalische piraten zowel koopvaardij schepen als privéboten praaïen, en er tegen losgeld beslag leggen op ladingen alsook bemanningen en toeristen kidnappen. In dat verband moet worden herinnerd aan de ontzetting van het schip *Le Ponant* op 11 april 2008 door de Franse speciale eenheden. De Europese Unie heeft trouwens in 2008 haar eerste maritieme operatie "*Atalanta*" opgezet om die daden van piraterij tegen te gaan en om die handelsroutes en toeristische routes zo goed mogelijk te beveiligen. Er zij nog op gewezen dat dergelijke piraterij ook in de Golf van Guinee vaker de kop opsteekt.

Comme l'histoire récente en témoigne, l'actualité internationale et diplomatique est parsemée de prises d'otages et de souvent âpres négociations et pressions qui s'en suivent. Journalistes, personnel humanitaire et, dans une moindre mesure, touristes imprudents en sont les cibles principales. Encore aujourd'hui de nombreux Européens sont retenus en détention à travers le monde. On pense bien entendu aux plus médiatiques d'entre eux comme les deux journalistes de *France 3*, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, capturés le 30 décembre 2009 en Afghanistan. Depuis le 14 juillet 2009, un agent des services du renseignement français, Denis Alex, est toujours détenu en Somalie par le mouvement islamiste *Shهاب*. Il se trouve probablement dans la région autonome autoproclamée du Puntland au nord du pays. La capture d'humanitaires est également une chose de plus en plus fréquente en Somalie, pays ravagé par la guerre civile depuis 1994, en proie aux famines récurrentes et aux seigneurs de la guerre fanatisés.

Le Sahel est également de plus en plus un terrain propice aux enlèvements et aux prises d'otages. Le groupe *Al-Qaïda* au Maghreb transforme progressivement le Sahara en une zone de non-droit et hautement dangereuse pour les Occidentaux. Les enlèvements en série sont l'indicateur le plus spectaculaire de la montée en puissance d'*Al-Qaïda* au Sahara dont le nombre d'opérations est passé de quatre en 2007 à dix-neuf en 2009. Implantée principalement dans l'Algérie côtière, la mouvance salafiste a basculé vers le sud. L'*Aqmi* a essaimé dans le désert pour trouver un nouveau souffle et attirer l'attention internationale par des coups d'éclat. Ses jeunes recrues sont désormais mauritaniennes, libyennes, voire nigérianes. Les *katiba* compteraient entre 250 et 300 combattants aguerris. En novembre 2009, un ressortissant français, Pierre Camatte, est enlevé dans le nord du Mali. Il est libéré en février 2010, après que Bamako avait remis en liberté quatre islamistes. Des humanitaires ont également été enlevés dans le nord-ouest de la Mauritanie en 2009 alors qu'ils circulaient sur la route Nouadhibou-Nouakchott. L'un d'entre eux fut libéré en mars 2010. En décembre 2009, un couple d'Italiens est capturé dans le sud-est de la Mauritanie, près de la frontière malienne. Cédés par leurs ravisseurs à un groupe de l'*Aqmi*, ils seront finalement libérés en avril 2010 dans le nord du Mali. L'Algérie est également un pays qui connaît des enlèvements, près de 32 touristes européens furent ainsi enlevés en février 2003.

Zoals de recente geschiedenis aantoont, zijn gijzelingen legio in de internationale en de diplomatieke actualiteit, met vaak keiharde onderhandelingen en pressie tot gevolg. Journalisten, humanitaire hulpverleners en, in mindere mate, onvoorzichtige toeristen zijn de belangrijkste doelwitten. Ook vandaag de dag worden wereldwijd nog veel Europeanen vastgehouden. Daarbij denken we natuurlijk aan degenen die het vaakst in de media komen, zoals Hervé Ghesquière en Stéphane Taponier, de twee journalisten van *France 3* die op 30 december 2009 in Afghanistan gevangen werden genomen. Al sinds 14 juli 2009 is Denis Alex, een agent van de Franse inlichtingendiensten, in handen van de Somalische islamistische beweging *Shهاب*. Waarschijnlijk bevindt Alex zich in Puntland, in het noorden van Somalië, een regio die zichzelf autonoom heeft verklaard. Ook hulpverleners worden almaar vaker gevangengenomen in Somalië, een sinds 1994 door burgeroorlog geteisterd land dat gebukt gaat onder herhaaldelijke hongersnoden en het optreden van fanatieke krijgsheren.

Ook de Sahel is van langsom meer het toneel van ontvoeringen en gijzelnemingen. De organisatie *Al-Qaëda* in de Islamitische Maghreb (AQIM) vormt de Sahara langzamerhand om tot een zone van wetteloosheid, die voor Westerlingen uiterst gevaarlijk is geworden. Opeenvolgende ontvoeringen zijn de meest in het oog springende indicator van de opkomst van *Al-Qaëda* in de Sahara, waar het aantal acties is gestegen van vier in 2007 naar negentien in 2009. Vanuit haar hoofdstellingen in de kustgebieden van Algerije heeft de salafistische beweging haar actieterrein verder naar het zuiden verlegd. AQIM is tot in de woestijn uitgezwermd, heeft er een tweede adem gevonden en is internationaal de aandacht gaan trekken door drieste acties. Hun jonge rekruten komen nu uit Mauritanië, Libië, en zelfs Nigeria. De *katiba* (een belangrijke eenheid van het voormalige Algerijnse Bevrijdingsleger) zou al 250 à 300 getrainde strijders tellen. In november 2009 werd een Franse staatsburger, Pierre Camatte, in het noorden van Mali ontvoerd. Hij werd in februari 2010 vrijgelaten, nadat de overheid in Bamako vier islamisten op vrije voeten had gesteld. In het noordwesten van Mauritanië werden in 2009 ook leden van humanitaire organisaties ontvoerd terwijl ze van Nouadhibou op weg waren naar Nouakchott. Een van hen werd in maart 2010 vrijgelaten. In december 2009 wordt een Italiaans paar gevangen genomen in het zuidoosten van Mauritanië, in de buurt van de grens met Mali. Beiden worden door hun ontvoerders overgedragen aan een AQIM-groep en worden in april 2010 uiteindelijk bevrijd in het noorden van Mali. Ook Algerije is een land waar ontvoeringen strijk en zet zijn: in februari 2003 werden er ongeveer 32 Europese toeristen ontvoerd.

Cette internationalisation amplifie les risques d'attaques contre les intérêts occidentaux en Afrique subsaharienne et au-delà. Les rançons accumulées à chaque libération d'otage alimentent l'organisation en matériel de guerre. De quoi aussi gagner la "bataille des cœurs" auprès de populations abandonnées par le pouvoir central et exercer un pouvoir d'attraction sur une jeunesse saharienne bercée depuis l'enfance par le culte des armes, de la révolte et du commerce illégal. À l'heure actuelle, deux Espagnols sont encore détenus dans la région du Sahel par *Al-Qaïda* au Maghreb, qui a par ailleurs assassiné le 25 juillet 2010 l'humanitaire français Michel Germaneau. Albert Vilalta et Roque Pascual, des travailleurs humanitaires de l'association catalane *Accio Solidaria*, avaient en effet été enlevés fin novembre 2009 par un homme que le quotidien *ABC* présente comme un "mercenaire d'*Al Qaeda*", avant d'être remis à *AQIM*. Ils se trouvent toujours aux mains de la *katiba* de Mokhtar Belmokhtar, quelque part dans l'immensité du Sahel. L'une de leur collègue, Alicia Gamez, a déjà été libérée en mars 2010³.

Si les prises d'otages sont relativement fréquentes dans les zones de conflit, le nombre d'otages assassinés est pourtant relativement peu élevé, les États préférant souvent négocier en échange de la vie de leurs ressortissants. Malheureusement, l'exécution de l'otage français Michel Germaneau au Sahel, revendiquée le 25 juillet 2010 par *Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi)*, n'est pas une première dans la région. *Al-Qaïda* au Maghreb a également exécuté, en mai 2009, le Britannique Edwen Dyer, enlevé avec quatre autres touristes en janvier 2009 au Mali, parce que le gouvernement britannique ne répondait à ses exigences.

Depuis la présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan, les enlèvements s'y sont multipliés et certains d'entre eux ne connurent pas une fin heureuse. C'est le cas de la travailleuse humanitaire américaine, Cyd Mizell, enlevée à Kandahar en janvier 2008 et tuée quelques semaines plus tard. De même, un agent de sécurité britannique, David Addison, a été exécuté quelques jours après son enlèvement en août 2005. Deux ingénieurs allemands, Diedrich Ruediger et Harald Kleber, ont, eux aussi, été exécutés par leurs ravisseurs en juillet et décembre 2007. Deux ingénieurs indiens, Maniappan Raman Kutty et Kasula Suryanarayana, ont été décapités en novembre 2005 et avril 2006, quelques jours après leur rapt. Trois otages japonais ont également été tués après avoir été kidnappés ainsi qu'un travailleur humanitaire, Kazuya Ito, en août 2008. Deux Coréens du Sud, enlevés en juillet 2007 avec 21 autres évangélistes, ont été

Die internationalisering versterkt de dreiging van aanslagen tegen Westerse belangen in Subsaharaans Afrika en daarbuiten. Bij elke vrijlating van gijzelaars wordt losgeld verzameld, dat de organisatie aanwendt voor oorlogsmateriaal. Het dient ook om de genegenheid te winnen van bevolkingsgroepen die die door de centrale overheid aan hun lot worden overgelaten, en om de jeugdige woestijnbewoners aan te lokken, die van kindsbeen zijn opgegroeid in een cultuur van wapens, rebellie en illegale handel. Momenteel worden in het Sahelgebied nog twee Spanjaarden vastgehouden door *AQIM* (die overigens op 25 juli 2010 de Franse ontwikkelingshulp Michel Germaneau heeft vermoord). Albert Vilalta en Roque Pascual, twee ontwikkelingshulpers van de Catalaanse vereniging *Accio Solidaria*, werden vóór hun overdracht aan *AQIM*, eind november 2009, ontvoerd door een man die door de krant *ABC* als een "huurling van *Al-Qaëda*" wordt bestempeld. Beiden zijn nog steeds in handen van de *katiba* van Mokhtar Belmokhtar, ergens in de onmetelijke uitgestrektheid van de Sahel. Een van hun collega's, Alicia Gamez, werd al in maart 2010 vrijgelaten³.

Gijzelnemingen zijn dan wel vrij frequent in de conflict-zones, het aantal omgebrachte gijzelnemers is echter relatief laag, omdat staten vaak verkiezen te onderhandelen in ruil voor het leven van hun onderdanen. De door *AQIM* op 25 juli 2010 opgeëiste executie van de Franse gijzelaar Michel Germaneau in de Sahel is helaas niet de eerste in de regio. *AQIM* is ook verantwoordelijk voor de dood in mei 2009 van de Brit Edwen Dyer, die in januari 2009 samen met vier andere toeristen in Mali werd ontvoerd, omdat de Britse regering niet op de eisen van de groep inging.

In Afghanistan is het aantal ontvoeringen sinds de aanwezigheid van ISAF (*International Security Assistance Force*) toegenomen. Sommige daarvan hebben geen goede afloop gekend, onder meer die van de Amerikaanse hulpverlener Cyd Mizell, die in januari 2008 in Kandahar werd ontvoerd en een paar weken later werd omgebracht. Zo werd ook een Britse veiligheidsagent, David Addison, enkele dagen na zijn ontvoering in augustus 2005 geëxecuteerd. Twee Duitse ingenieurs, Rüdiger Diedrich en Harald Kleber, zijn in juli en december 2007 ook door hun ontvoerders geëxecuteerd. Twee Indiase ingenieurs, Maniappan Raman Kutty en Kasula Suryanarayana, werden in november 2005 en april 2006 onthoofd, enkele dagen na hun ontvoering. Voorts werden drie Japanse gijzelaars na hun ontvoering in augustus 2008 gedood, evenals hulpverlener Kazuya Ito. De Taliban hebben twee Zuid-Koreanen omgebracht die in juli 2007 samen met 21 andere evangelicals waren

³ <http://www.temoust.org/lutte-anti-al-qaida-au-sahel-tout,13905>.

³ <http://www.temoust.org/lutte-anti-al-qaida-au-sahel-tout,13905>.

tués par les Talibans. Les autres otages ont été libérés au compte-goutte contre la promesse de Séoul de retirer son contingent de 200 soldats affectés à l'ISAF et l'interdiction pour les missionnaires chrétiens de se rendre en Afghanistan. Quatre employés macédoniens d'une entreprise allemande ont été retrouvés morts dix jours après leur enlèvement en mars 2006⁴.

Comme on l'a indiqué précédemment, au cours des années qui ont suivi l'intervention américaine, l'Irak est devenu une terre de prédilection pour les preneurs d'otages liés à diverses factions politiques et milices terroristes. La mise en scène, en vidéo, de la mort de plusieurs d'entre eux au milieu des années 2000 a marqué les esprits. De nombreux Américains ont été assassinés en Irak. Le plus connu d'entre eux, Nick Berg était un homme d'affaires enlevé en avril 2004. Le groupe *Al-Qaïda en Irak*, dirigé par le jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, a diffusé le mois suivant une vidéo montrant sa décapitation. Le Sergent Keith Maupin, enlevé lui aussi en avril 2004, présumé mort en juin de la même année, est considéré comme disparu par l'armée.

Les images de la décapitation de deux autres otages américains, Eugene Armstrong et Jack Hensley, en septembre 2004, montrent que leur mise à mort était conçue comme un cérémonial bien précis. Ils avaient été enlevés en même temps que l'ingénieur britannique Kenneth Bigley par le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, lui aussi décapité en octobre 2004. Tom Fox, membre de l'ONG pacifiste *Christian Peacemaker Teams*, enlevé en novembre 2005 a été retrouvé mort, torturé, en mars 2006. Trois otages italiens ont été exécutés en Irak: Fabrizio Quattrocchi, agent de sécurité abattu d'une balle dans la tête en avril 2004, Enzo Baldoni, journaliste, en août 2004 et Salvatore Santoro, homme d'affaires exécuté en décembre 2004⁵.

En septembre 2004, Le groupe *Tawhid wal Jihad* ("Unification et guerre sainte") d'Abou Moussab al-Zarqaoui, a revendiqué l'assassinat de trois otages turcs. Douze Népalais, qui travaillaient comme cuisiniers, ont été assassinés en août 2004. Le site Internet du groupe *Ansar al-Sunna*, proche d'*Al-Qaïda*, a publié des photographies et une vidéo insoutenable de leur mise à mort. En juin 2006, quatre employés de l'ambassade de Russie ont été enlevés et tués à Bagdad. La branche irakienne d'*Al-Qaïda* a revendiqué leur exécution. Le journaliste américain Daniel Pearl, enlevé le 23 janvier 2002, a été décapité à Karachi au Pakistan le 30 janvier 2002. Sa décapitation a également été filmée et diffusée par vidéo.

⁴ L'Express, 26 juillet 2010.

⁵ L'Express, 26 juillet 2010.

ontvoerd. De andere gijzelaars werden een voor een vrijgelaten nadat Seoel beloofd had het contingent van 200 man bij ISAF terug te trekken en de christelijke missionarissen te verbieden naar Afghanistan te reizen. Vier Macedonische medewerkers van een Duitse onderneming werden tien dagen na hun ontvoering in maart 2006 dood aangetroffen⁴.

Zoals hiervoor vermeld, is Irak in de loop van de jaren na de Amerikaanse interventie uitgegroeid tot een favoriete verzamelplaats voor gijzelnemers van diverse politieke en terroristische pluimage. De geënceneerde video-opname van de dood van een aantal onder hen medio de jaren 2000 is iedereen bijgebleven. In Irak werden veel Amerikanen omgebracht. De bekendste onder hen was Nick Berg, een zakenman die in april 2004 was ontvoerd. De groep *Al-Qaëda-in-Irak*, geleid door de Jordaniër Abu Musab al-Zarqawi, heeft de maand daarop een video uitgebracht waarop de onthoofding van Berg werd getoond. Sergeant Keith Maupin, die ook in april 2004 was ontvoerd en vermoedelijk in juni van dat jaar is overleden, wordt door het leger beschouwd als vermist.

De beelden van de onthoofding van twee andere Amerikaanse gijzelaars, Eugene Armstrong en Jack Hensley, in september 2004, tonen aan dat hun terechtstelling als een heel nauwkeurig ceremonieel was opgevat. Zij werden ontvoerd door de beweging van de islamistische Jordaniër Abou Moussab al-Zarqawi, samen met de Britse ingenieur Kenneth Bigley, die eveneens werd onthoofd (in oktober 2004). Tom Fox, lid van de pacifistische ngo *Christian Peacemaker Teams*, werd ontvoerd in november 2005; hij werd in maart 2006 dood en met sporen van folteringen teruggevonden. In Irak werden drie Italiaanse gijzelaars geëxecuteerd, met name: Fabrizio Quattrocchi, een veiligheidsagent die in april 2004 werd neergeschoten door een kogel in het hoofd, de journalist Enzo Baldoni, in augustus 2004, en de zakenman Salvatore Santoro, in december 2004⁵.

In september 2004 heeft de groep *Tawhid wal Jihad* ("Eenmaking en heilige oorlog") van Abou Moussab al-Zarqawi de moord op drie Turkse gijzelaars opgeëist. In augustus 2004 werden twaalf Nepalezen, die werkten als kok, vermoord. Op de internetsite van de groep *Ansar al-Sunna*, die dicht bij *Al Qaeda* staat, werden foto's en ondraaglijke videobeelden van hun terechtstelling geplaatst. In juni 2006 werden in Bagdad vier werknemers van de Russische ambassade ontvoerd en vermoord. Hun executie werd opgeëist door de Irakese tak van *Al Qaeda*. De Amerikaanse journalist Daniel Pearl werd ontvoerd op 23 januari 2002 en onthoofd in Karachi (Pakistan) op 30 januari 2002. Ook zijn onthoofding werd gefilmd en de videobeelden werden verspreid.

⁴ L'Express, 26 juli 2010.

⁵ L'Express, 26 juli 2010.

On le voit, les otages européens restent une cible de choix pour les terroristes. Malheureusement rien n'indique que ces actions vont s'estomper dans un avenir proche. À mesure que croît sa puissance économique, l'Union européenne a développé sa propre politique étrangère et de sécurité. Celle-ci lui permet de parler et d'agir de concert sur la scène internationale. Au vu de ces exemples, parfois dramatiques, qui ont jalonné l'histoire, il nous paraît dorénavant essentiel que l'Union européenne, au travers de sa politique européenne de sécurité et de défense et de son nouveau Service européen pour l'Action extérieure intègre rapidement la problématique des otages. Il est essentiel qu'elle puisse venir en support, intervenir et participer, en collaboration avec les États concernés, à la médiation, aux négociations, voire aux interventions militaires et humanitaires de libération.

Cette capacité d'intervention civile et militaire, notamment via ses services civilo-militaires de gestion de crises, le développement d'une "*hostage rescue team*" pour protéger et venir en aide aux citoyens européens retenus comme otages est essentielle pour garantir la sécurité, sauvegarder la vie des Européens en danger et conforter la nouvelle dimension internationale de l'Union européenne.

Cette politique européenne des otages trouve également tout son sens dans le cadre de la nécessaire mise en place progressive d'une véritable politique européenne en faveur de l'expatriation et de la mobilité des Européens à travers le monde. De part ses moyens financiers, politiques et de plus en plus militaires, l'Union européenne doit devenir un acteur et un interlocuteur privilégié et incontournable dans ces situations. Cette intervention est d'autant plus importante qu'au niveau européen seuls la France avec le GIGN et le Royaume-Uni avec le SAS sont réellement en mesure de venir actuellement en aide à leurs ressortissants pris en otage à travers le monde.

Denis DUCARME (MR)

Zoals men dus kan vaststellen, blijven de Europese gijzelaars een uitgelezen doelwit voor de terroristen. Jammer genoeg wijst niets erop dat er in een nabije toekomst minder ontvoeringen zullen zijn. De Europese Unie heeft, naarmate haar economische macht is toegenomen, haar eigen buitenland- en veiligheidsbeleid ontwikkeld. Dat biedt haar de mogelijkheid op internationaal vlak in woord en daad gezamenlijk op te treden. Gelet op die soms dramatische voorbeelden uit het verleden, lijkt het ons voortaan essentieel dat de Europese Unie, via haar Europees veiligheids- en defensiebeleid en haar nieuwe Europese dienst voor extern optreden, van de problematiek van de gijzelaars snel een onderdeel van haar beleid maakt. Het is van groot belang dat ze steun kan verlenen en kan optreden, en dat ze, in samenwerking met de betrokken Staten, kan deelnemen aan bemiddeling, onderhandelingen of zelfs militaire en humanitaire bevrijdingsacties.

Die capaciteit om burgerlijk en militair op te treden, onder meer via de civiel-militaire diensten voor crisisbeheer, en de oprichting van een *hostage rescue team* om gegijzelde Europese burgers te beschermen en te helpen, zijn essentieel om de veiligheid te waarborgen, om het leven te beschermen van Europeanen die in gevaar verkeren en om de nieuwe internationale dimensie van de Europese Unie te versterken.

Dat Europees beleid inzake gijzelaars is ook zinvol in het kader van de noodzakelijke geleidelijke totstandkoming van een echt Europees beleid ten behoeve van de emigratie en de mobiliteit van de Europeanen in de hele wereld. De Europese Unie moet in die situaties, dankzij haar financiële, politieke en toenemende militaire middelen, een bevoorrechte en onvermijdelijke actor en gesprekspartner worden. Dat optreden is des te belangrijker omdat op Europees niveau momenteel alleen Frankrijk (met zijn GIGN) en het Verenigd Koninkrijk (met zijn SAS) echt bij machte zijn om hun gegijzelde burgers waar ook ter wereld ter hulp te schieten.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant la Convention internationale contre la prise d'otages, faite à New York le 17 décembre 1979;

B. considérant que la prise d'otages constitue un crime international au regard de la communauté internationale;

C. considérant l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 ainsi que les Protocoles additionnels, qui sont applicables à un acte de prise d'otages;

D. réaffirmant que, afin de faire face à cette terrible menace moderne qu'est le terrorisme, le premier devoir des gouvernements démocratiques est de protéger leurs citoyens avec détermination, de lutter contre le terrorisme avec fermeté et ténacité et de détecter et démanteler tout réseau terroriste;

E. considérant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne (art. 3) et que nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé (art. 9);

F. considérant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966;

G. rappelant:

a) la résolution 57/219 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 18 décembre 2002, intitulée "Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste";

b) la résolution 1456 (2003) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 20 janvier 2003, contenant la déclaration sur la question de la lutte contre le terrorisme; et

c) la résolution 2003/68 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies du 25 avril 2003, intitulée "Protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme";

qui affirment que les États doivent s'assurer que toute mesure prise pour combattre le terrorisme est conforme à leurs obligations découlant du droit international,

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Internationaal Verdrag tegen het nemen van gijzelaars, opgemaakt te New York op 17 december 1979;

B. overwegende dat gijzelneming een internationale misdaad is ten aanzien van de internationale gemeenschap;

C. gelet op het gemeenschappelijke artikel 3 van de vier Verdragen van Genève van 1949 en op de aanvullende protocollen die van toepassing zijn op een gijzelneming;

D. herbevestigend dat, om het hoofd te bieden aan de verschrikkelijke dreiging van het terrorisme, de eerste plicht van de democratische regeringen erin bestaat hun burgers met vastberadenheid te beschermen, het terrorisme doortastend en met volharding te bestrijden en ieder terroristisch netwerk op te sporen en te vernietigen;

E. overwegende dat, overeenkomstig de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948, eenieder het recht heeft op leven, vrijheid en onschendbaarheid van zijn persoon (artikel 3) en niemand mag onderworpen worden aan willekeurige arrestatie, detentie of verbanning (artikel 9);

F. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New York op 19 december 1966;

G. onder verwijzing naar:

a) resolutie 57/219 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 18 december 2002, "*Protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism*";

b) resolutie 1456 (2003) van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties van 20 januari 2003, waarbij de bij die resolutie aangehechte verklaring over de strijd tegen het terrorisme wordt aangenomen; alsook

c) resolutie 2003/68 van de toenmalige Commissie voor de mensenrechten van de Verenigde Naties van 25 april 2003, "*Protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism*";

die stellen dat de Staten erover moeten waken dat elke maatregel die in de strijd tegen het terrorisme wordt genomen, in overeenstemming is met hun

notamment le droit international des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit international humanitaire;

H. considérant la résolution du Parlement européen du 11 mars 2010 sur Gilad Shalit;

I. considérant l'importance d'une coopération européenne entre les États en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir, réprimer et punir tous les actes de prise d'otages en tant que manifestations du terrorisme international;

J. considérant le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD);

K. considérant la mise en place du Service européen d'action extérieure induit par le Traité de Lisbonne;

L. considérant le Traité sur l'Union européenne et ses dispositions relatives aux droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

M. considérant que la promotion et la défense des droits de l'homme, et des défenseurs de ces droits, de la démocratie et de la primauté du droit sont hautement prioritaires pour l'Union européenne dans toutes ses relations avec les pays tiers, spécialement dans le cadre de sa politique étrangère et de sécurité commune et de sa politique en matière de développement et de coopération;

N. considérant qu'un des principaux objectifs de l'Union européenne doit consister à défendre le caractère universel et indivisible de l'ensemble des droits de l'homme — y compris les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et les droits de l'homme de la "troisième génération", tels que le droit au développement, à la paix et à un environnement sain —, ainsi que leur interdépendance et les liens qui existent entre eux;

O. réaffirmant que le respect, la promotion et la sauvegarde de l'universalité des droits de l'homme font partie de l'acquis éthique et juridique de l'Union européenne et constituent l'une des pierres angulaires de l'unité et de l'intégrité européennes;

verplichtingen krachtens het internationaal recht, met name het internationaal recht inzake de mensenrechten, het internationaal vluchtelingenrecht en het internationaal humanitair recht;

H. onder verwijzing naar de resolutie van het Europees Parlement van 11 maart 2010 over Gilad Shalit;

I. wijst op het belang van internationale samenwerking tussen Staten bij het ontwerpen en aannemen van doeltreffende maatregelen ter voorkoming, vervolging en bestraffing van alle gijzelingshandelingen als uitingen van internationaal terrorisme;

J. attendeert op de uitbouw van het Europees veiligheids- en defensiebeleid (EVDB);

K. wijst op de Europese Dienst voor extern optreden, die in het raam van het Verdrag van Lissabon werd ingesteld;

L. verwijst naar het Verdrag betreffende de Europese Unie en de bijhorende bepalingen inzake de rechten van de mens, alsook naar het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie;

M. herinnert eraan dat de bevordering en verdediging van de mensenrechten, alsook de mensen die voor die rechten opkomen, de democratie en de primautéit van het recht van groot belang zijn voor de Europese Unie in al haar betrekkingen met derde landen, met name als onderdeel van haar gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en haar ontwikkelings- en samenwerkingsbeleid;

N. merkt op dat een van de voornaamste streefdoelen van de Europese Unie erin moet bestaan het universele en ondeelbare karakter, alsmede de onderlinge afhankelijkheid en correlatie van alle mensenrechten — waaronder burgerrechten, alsmede politieke, economische, sociale en culturele rechten en de zogenoemde mensenrechten van de derde generatie zoals het recht op ontwikkeling, vrede en een gezond milieu — te handhaven;

O. bevestigt opnieuw dat de eerbiediging, bevordering en waarborging van het universele karakter van de mensenrechten tot het ethisch en juridisch acquis van de Europese Unie behoren en één van de hoekstenen van de Europese eenheid en integriteit vormen;

P. considérant la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative au rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers (COM(2001)0252) ainsi que la résolution du Parlement européen du 25 avril 2002 au sujet de cette communication,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de contribuer et de soutenir le développement d'une réelle politique européenne des otages européens détenus à travers le monde dans le cadre du Service européen d'action extérieure;

2. de soutenir au niveau européen la création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de terrorisme et d'enlèvement dans le cadre du Service européen d'action extérieure.

14 septembre 2010

Denis DUCARME (MR)

P. verwijst naar de mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement over de rol van de Europese Unie bij de bevordering van de mensenrechten en de democratisering in derde landen (COM (2001) 252), alsook naar de resolutie van het Europees Parlement van 25 april 2002 over die mededeling,

VERZOEKT DE REGERING:

1. steun en medewerking te verlenen aan het uitwerken, in het raam van de Europese dienst voor extern optreden, van een volwaardig Europees beleid ten behoeve van Europese gijzelaars die waar ook ter wereld worden vastgehouden;

2. op Europees niveau, in het raam van de Europese dienst voor extern optreden, de oprichting te steunen van een Fonds voor de schadeloosstelling van de slachtoffers van terreurdaden en ontvoeringen.

14 september 2010